

C'est l'histoire de Nina née dans un camp d'accueil : « On venait d'Indochine, mais c'était un pays qui n'existait plus »

HISTOIRES D'EXILS (2/4). Le camp d'accueil des Français d'Indochine (CAFI) a accueilli des milliers de rapatriés d'Indochine à partir de 1956.

Nina Sinnouretty y a grandi. Son père était un Tamoul de Pondichéry, envoyé en Indochine où il a rencontré sa mère. Un concentré de l'histoire coloniale française.

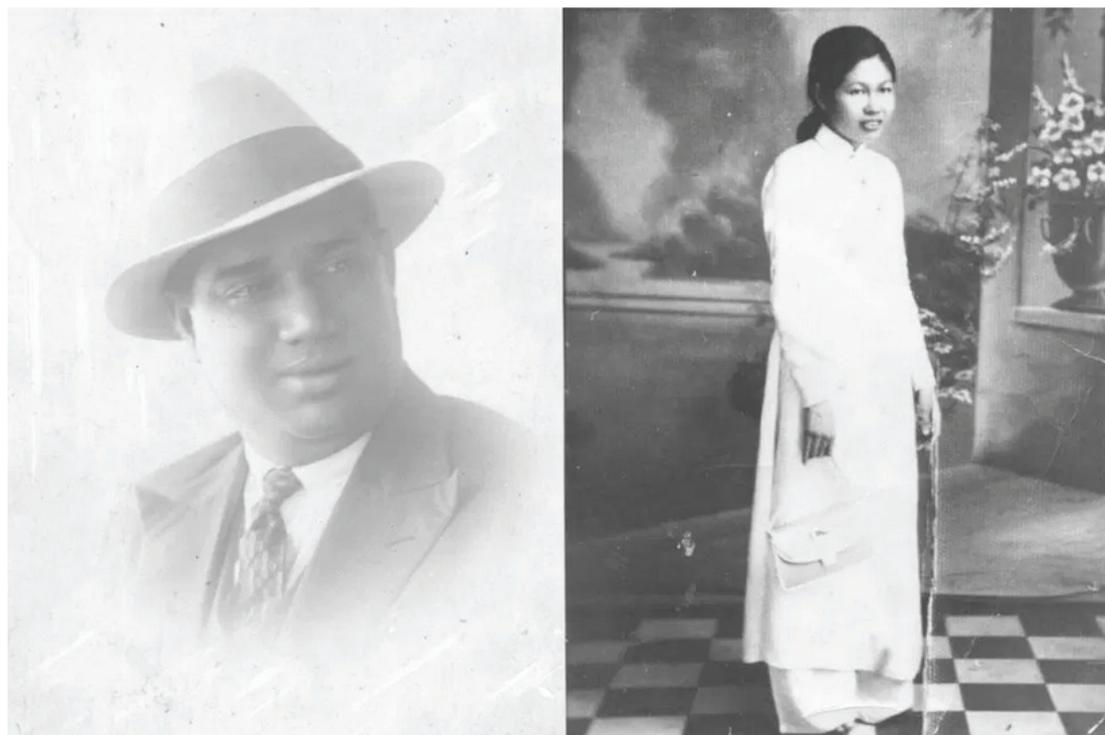
Par Doan Bui publié le 04 janvier 2024 à 14h00

Est-ce qu'un camp, c'est un pays, avec une identité en soi ? Du Vietnam où elle est née en mai 1955, un an après la fin de la guerre d'Indochine, Nina Sinnouretty n'a gardé aucun souvenir. Et même si un camp de transit de Saïgon figure comme son lieu de naissance, même si ses papiers indiquent qu'elle est française, Nina ne se sent ni vraiment française, ni vraiment vietnamienne, mais bien « du Cafï », du nom du centre d'accueil des Français d'Indochine à Sainte-Livrade-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne.

C'est là qu'elle a grandi, là où sont tous ses souvenirs d'enfance et d'adolescence. Là où, à partir d'avril 1956, furent rapatriés un gros millier de « Français d'Indochine », qui n'avaient de « français » que le fait que leur existence était d'une manière ou d'une autre liée à la guerre d'Indochine. La majorité des réfugiés était constituée

de Vietnamiennes, mères d'enfants métis nés de soldats français, souvent abandonnées par leur éphémère conjoint. D'ailleurs, les « autochtones » du Lot-et-Garonne appelaient ce camp peuplé de femmes aux longs cheveux noirs sous des chapeaux coniques « le camp des Chinois ».

Chez les Sinnouretty, il y avait un père. Et quel père. Né en 1895, Joseph Sinnouretty, le père de Nina, était un Tamoul de Pondichéry – la capitale de l'Inde française, perle de la Compagnie des Indes, qui connut son heure de gloire au XVIII^e siècle sous Louis XIV. Disputée par l'Angleterre, Pondichéry reste néanmoins française, la seule enclave française dans une Inde devenue totalement anglaise. A Pondichéry, la France recrute des diplômés indigènes, à qui elle a accordé la citoyenneté française, pour les envoyer dans son nouveau fief, l'Indochine.



Joseph Sinnouretty en 1930 à Hanoï et Bui Thi Phuong en 1951 à Haïphong. (ARCHIVES PERSONNELLES)



Joseph Sinnouretty (au centre) en 1939, à Hai Duong, chef de chantier ou directeur des travaux publics français. (ARCHIVE PERSONNELLE)

En 1930, Joseph, ingénieur en travaux publics, est muté à Haïphong, ville portuaire du Tonkin colonial. Il y fait carrière, se marie avec Bui Thi Phuong, une jeune Vietnamiennne (elle a près de trente ans de moins que lui), ils ont des enfants. Puis vient la guerre, et la défaite de la France. Est-il encore possible de rester au Vietnam, alors qu'on a été du côté de l'ennemi ? Joseph Sinnouretty décide de partir. Il a la citoyenneté française, après tout. Il est rapatrié, avec sa famille, dans le bateau Saigon-Marseille, direction Agen puis le Caf. « Au Caf, il y avait d'autres Tamouls de Pondichéry. Mais aussi des noms russes, allemands, malgaches, sénégalais... Dans la Légion, qui avait combattu en Indochine, les soldats venaient de partout ! », se souvient Nina.

Le Caf était resté une petite enclave coloniale

Le camp s'appela d'abord « Cari », camp d'accueil des rapatriés d'Indochine, avant d'être rebaptisé « Caf » camp d'accueil des Français d'Indochine. Une succes-

sion de bâtiments en parpaings, entourés de barbelés... « Certains habitants ne sont restés dans les lieux que quelques années avant d'être recasés dans de vrais logements. Mais pour d'autres, le centre d'accueil est devenu résidence permanente... Il y avait des mamies qui ne parlaient que vietnamien et ne connaissaient que le camp, qui y ont habité jusqu'à leur mort au début des années 2000 : elles n'imaginaient pas être arrachées de ce lieu, tout inconfortable qu'il soit. Et quand le camp a été démolé en 2009 pour laisser la place à des logements sociaux, ça a été très dur. Aujourd'hui, certains ont décidé de revenir s'installer là », raconte Nina.

Au Caf, pendant des décennies, on a continué à manger vietnamien, à vivre en autarcie, à s'approvisionner à l'épicerie locale, à parler un vietnamien congelé dans le temps, daté des années 1940, bref le vietnamien de la période de la colonisation. « Par bien des aspects, le Caf était resté une petite enclave coloniale, car nous étions sous tutelle militaire, explique Nina. Je me sou-

viens que mon père allait quémander aux autorités un matelas supplémentaire pour notre baraque, ou de quoi améliorer nos conditions d'hébergement. Et qu'il se faisait rembarrer... On était vus comme des indigènes renégats. »

L'administration parle ainsi de « parasites inadaptables », ou d'« éléments très médiocres », quand elle ne tente pas de retirer les enfants à la garde de leur mère seule, qu'elle juge « incapable d'assurer la vie de famille ». Et se plaint : « Il est à noter que sur 362 chefs de familles classés aptes au travail, il y en a certainement plus d'un tiers totalement incasables, soit parce qu'opiomanes invétérés, soit parce que totalement illettrés, ou n'ayant pas une constitution leur permettant un travail manuel suivi. » Cette histoire incroyable et méconnue est racontée avec talent par la fille de Nina, Alix, 32 ans, dans « Vietnam sur Lot », un podcast en six épisodes, remarquable en tous points.



Le podcast retrace l'Histoire avec un grand H, qui a érabouillé leur histoire familiale confuse et mouvante, et qu'Alix a dû arracher bribe par bribe à sa mère. Aux archives et aux interviews d'historiens se mêle cette quête intime. On entend ainsi la fille questionner avec insistance la mère, qui se tait ou élude. La fille s'acharne, quitte parfois à engueuler la mère, d'une façon que la communauté vietnamienne jugerait fort peu « confucéenne » et très « tay » (occidental en vietnamien). « Oui, moi, je suis clairement de culture française, et je n'ai pas la culture du silence ! plaisante Alix. Pour moi, ce podcast est une quête pour comprendre mes origines. »

« Notre famille est un concentré de l'histoire coloniale française »

« Pendant longtemps, dit Alix, j'ai cru que maman était vietnamienne, point barre. » Ce n'est que bien plus tard qu'elle comprend pourquoi Nina a une peau bien plus mate et des yeux moins bridés que ses congénères. Alix n'a jamais connu Joseph et Phuong, ses grands-parents, elle se souvient juste des photos : Phuong, la grand-mère vietnamienne, Joseph, le grand-père au prénom français – comme sa mère et ses oncles et tantes –, aux cheveux

noirs aussi, au physique un peu différent... Mais qui fait attention à ces détails quand on est enfant ? « Mes oncles et tantes ne parlent pas du tout tamoul. Entre eux, ils parlaient le vietnamien. On mangeait vietnamien. Alors nous avons longtemps occulté nos racines indiennes. En fait, notre famille est un concentré de l'histoire coloniale française. »

Le Cafï ? Elle l'a longtemps associé à des souvenirs de vacances joyeux, quand elle retrouvait les cousins pendant l'été. N'en découvrant la face sombre que bien plus tard :

« Je me souviens qu'à l'examen oral pour intégrer une école d'architecture, on m'a demandé de dessiner un lieu lié à un souvenir d'enfance heureux. J'ai commencé à dessiner le camp. L'examineur m'a regardée avec un air sarcastique. Je me suis fait démolir. Il m'a dit, en gros : on vous demande un souvenir heureux et vous dessinez quelque chose qui ressemble à un camp de concentration ! J'étais dévastée, car tout ça, les miradors, les baraquements, je ne les associais pas à cette image-là, et pourtant... »



Bui Thi Phuong au CAFI de Sainte-Livrade-sur-Lot en 1972. (ARCHIVES PERSONNELLES)



Nina Sinnouretty (à droite) et sa fille Alix, le 27 décembre 2023 en région parisienne. (FLORA NGUYEN POUR « l'OBS »)

Nina, qui avait eu elle aussi des parents taiseux, a mis du temps à raconter tout cela à Alix. Et ce n'est que bien plus tard, après la mort de Joseph et Phuong, qu'elle a tenté de comprendre. Longtemps, elle s'est interrogée sur son identité : « Nous n'étions pas des Vietnamiens. Nous venions de l'Indochine, ce pays qui n'existait plus. On nous disait français. Mais les Français ne vivaient pas dans des camps comme nous, avec des matelas par terre, des douches bricolées, des murs en parpaings... Dans la deuxième génération d'exilés dont je fais partie, il y avait les "grands". Arrivés enfants au camp, ils avaient encore la mémoire du Vietnam, où ils avaient été scolarisés à l'école française. Ceux-là ont été les premiers à quitter le camp. Mais pour nous autres, qui sommes arrivés bébés, nous avons grandi dans la confusion la plus totale. On confondait la guerre du Vietnam et la guerre d'Indochine, on se disait vietnamiens, alors qu'en réalité on venait de cette Indochine qui n'existait plus. »

Joseph, le père indien ? Nina le voyait comme « un Français » : « Mon père était très grand, il parlait très bien français, contrairement à ma mère qui ne parlait que vietnamien. Alors moi, je l'ai toujours vu comme un Français. Je ne l'entendais parler tamoul que très rarement, avec les autres Pondichériens. Et dans ma famille, à part lui, personne ne parlait tamoul. »

Le camp est un pays en soi

Le camp est un pays en soi. La guerre d'Indochine a laissé place à la guerre du Vietnam. Les adultes se regroupent devant l'unique télévision du camp, et pleurent en pensant au pays perdu et à la famille restée là-bas. « Ma mère recevait parfois des lettres du Vietnam. Elle s'enfermait pour les lire. Puis elle pleurait. Mais elle ne nous en parlait jamais », se souvient Nina. La fameuse télé va valoir bien des ennuis à

ses propriétaires, des voisins des Sinnouretty. Le camp est régi par des règles strictes. Pour justifier leur droit au logement, les réfugiés doivent s'interdire tout « signe extérieur de richesse », selon l'arrêt Morlot de 1959 qui régule la vie dans le camp. Dans ce long édit, l'article 19 énumère les motifs d'exclusion : « les jeux d'argent, l'ivresse, l'atteinte aux bonnes mœurs ». Ainsi que ces fameux signes de richesse, que les surveillants du camp se chargent de traquer, car une visite de contrôle est toujours possible. Pas question d'avoir une télévision donc, et encore moins une voiture... Et ce, même si un véhicule est indispensable pour les adultes qui souhaitent trouver un travail.

« Finalement, le camp a été une aubaine pour les agriculteurs du coin. Ils venaient en camion embarquer des volontaires, surtout des femmes et des enfants, pour aller cueillir des légumes. Les femmes avaient apporté des graines du Vietnam, se souvient Nina, qui elle aussi allait travailler aux champs l'été. Ils ont vite vu le profit qu'ils pourraient tirer de ces herbes odorantes venues d'ailleurs. Et c'est ainsi que le Lot-et-Garonne est devenu le premier pourvoyeur d'herbes asiatiques pour les magasins exotiques parisiens ! » Plus tard, les harkis, arrivés en 1962 à Bias ou à Rivesaltes, iront eux aussi travailler à la cueillette, embarqués dans les camions d'agriculteurs.

Le père de Nina, Joseph Sinnouretty, meurt en 1972. Puis sa mère en 1976. Choc : la fratrie Sinnouretty reçoit alors un avis d'expulsion. Ils n'ont plus le droit d'occuper le logement d'accueil, n'étant pas considérés comme des « rapatriés », statut qui était réservé à leurs parents. Plus tard, un des frères de Nina récupérera « une clé », bref, une baraque dans le camp, pour permettre à tout

le clan de se retrouver l'été avec les cousins. « Il y a eu plein d'achats clandestins de ce type, les ex-habitants du camp se refilaient des clés, et ça squattait ici ou là, dit Alix. Les gens de la génération de ma mère qui avaient quitté le camp pour faire leur vie commençaient à avoir des enfants, ils voulaient avoir un lieu pour se retrouver l'été, en famille. »

Des bâtiments réhabilités sont devenus des logements sociaux

Aujourd'hui, la tradition des vacances d'été au camp s'est quasiment perdue. Il faut dire que le Cafi « réhabilité » n'a plus grand-chose à voir avec le camp de jadis. Si d'anciens résidents sont revenus, de « nouveaux » locataires n'ayant aucun lien avec cette histoire si particulière habitent désormais dans les bâtiments réhabilités, devenus des logements sociaux. Le passé est passé. Et Nina Sinnouretty craint que la mémoire du CAFI ne s'évanouisse définitivement. « La défaite de Dien Bien Phu a été une telle humiliation pour la France qu'elle a tout fait pour effacer la mémoire de la guerre d'Indochine. Et nous avec », dit-elle.

Les débats lors de la loi de 2005 « portant reconnaissance de la nation aux Français rapatriés » sont significatifs. L'article 1 est ainsi rédigé : « La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine, ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française. » Dans la première version du projet de loi, les rapatriés d'Indochine avaient été oubliés ! Il a fallu l'in-

tervention d'élus pour qu'un amendement soit adopté et qu'il soit fait mention de l'Indochine. En revanche, pas question d'étendre aux rapatriés d'Indochine l'allocation de reconnaissance, attribuée aux harkis et à leurs conjoints (sous forme d'une rente viagère, d'un capital de 20 000 euros avec complément de rente viagère, ou d'un capital de 30 000 euros)... Et tandis que les harkis obtenaient en 2022 une loi de « droit à réparation » pour conditions d'accueils indignes, il n'y avait rien non plus pour les rapatriés du Cafi. « On nous a gommés, encore une fois », enrage Nina.

Un double oubli ? Aujourd'hui, que ce soit du côté français, ou du côté de la communauté vietnamienne, l'histoire des rapatriés de 1956 reste méconnue. Nina se bat donc pour que le camp puisse devenir un lieu de mémoire, et que soit créé un musée retraçant leur histoire.

« Je suis furieuse car je viens d'apprendre que même ça, on veut nous le retirer. Aujourd'hui, les deux bâtiments du camp qui devaient servir de lieux mémoriels sont occupés par une association d'anciens combattants. Il y a désormais une cérémonie annuelle en l'honneur des képis blancs, les légionnaires. Et il est question de faire un musée militaire, autour de la Légion. Où la guerre d'Indochine sera à nouveau réduite à portion congrue ! »

Alors Nina, la combattante, a pris son bâton de pèlerin. A nouveau, protester, écrire des lettres... Pour lutter contre le silence.